

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: 31 (1994)
Heft: 1158

Artikel: Le champ de forces appelé Suisse
Autor: Jaggi, Yvette
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1009309>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Domaine Public DP

JAA
1002 Lausanne

10 février 1994 – n° 1158
Hebdomadaire romand
Trente-et-unième année

Le champ de forces appelé Suisse

Ce qui fait souci sur les bords de la Limmat trouve rapidement écho dans la Berne fédérale. Inversement, ce qui préoccupe la Suisse romande compte à peine outre-Sarine. Encore plus schématiquement: les problèmes de Zurich deviennent ceux du pays, tandis que le *Welschland* est renvoyé aussi longtemps que décentement possible à ses propres difficultés. Ainsi, la Confédération s'occupait de relance il y a dix ans et se soucie de sécurité intérieure aujourd'hui.

En 1982-83, quand le nombre des demandeurs d'emplois zurichois représentait le sixième de l'effectif des chômeurs enregistrés dans toute la Suisse, la Confédération lançait un programme de relance signé Kurt Furgler. Dans la présente crise, le taux de chômage dans le canton de Zurich, quoique doublé en 1993, demeure inférieur à 5% (4,7% en janvier) alors que tous les cantons latins (sauf Fribourg) affichent des proportions bien supérieures et en constante progression, de l'ordre de 7% (Neuchâtel) à plus de 8% (Valais: 8,3%; Vaud: 8,1%).

En l'absence d'un chômage «visible», les Zurichois s'adonnent à d'autres peurs, celles que suscitent en eux la scène ouverte du Letten, la criminalité liée au trafic de la drogue, le taux-record de cas de Sida, la juxtaposition-confrontation de situations socio-professionnelles aussi diverses qu'inégales et surtout les violences inhérentes à la vie dans une grande ville — la seule mégapole à l'échelle suisse, avec tout près d'un million d'habitants dans l'agglomération.

Le sentiment d'insécurité étant par définition subjectif, il est facile de jouer avec les angoisses tapies en tout citoyen amateur de «propre en ordre» et plus ou moins vivement ressenties par toute personne fragilisée par l'âge ou la maladie, par des difficultés financières, professionnelles ou familiales. Les populistes contemporains, à l'instar des démagogues de tous les temps, manipulent en profondeur, créant ce climat d'inquiétude à la faveur duquel ils comptent bien renforcer leur influence — quitte à faire le lit d'une extrême-droite à leurs yeux préférable à une

démocratie forcément laxiste et génératrice de désordre.

Zurich vit donc dans l'anxiété, ambiance particulièrement détestable en période électorale; dans une propagande primaire et à coup d'annonces diffamatoires, les causes de tant de peurs sont bien évidemment attribuées à la majorité rose-verte qui gouverne depuis quatre ans la métropole des bords de la Limmat. Au vu des premiers résultats des élections communales dans le canton de Zurich, les attaques ont visé juste.

Par une contagion malsaine, Zurich a rapidement communiqué ses appréhensions jusqu'à la Berne fédérale. Les partis bourgeois se laissent vite gagner par l'obsession sécuritaire. L'UDC en fait son idéologie, le PDC se lance à son tour, avec réticences et circonvolutions comme à son habitude, et le Parti radical construit tout un programme, avec thèses et mesures, sur le thème de la sécurité publique. Sentant le vent et réagissant avec une vitesse peu habituelle, Arnold Koller, chef du Département fédéral de justice et police, vient de lancer son plan d'action «Sûreté intérieure 1994».

De toute évidence, le débat mis en scène à Zurich et vite poursuivi à Berne n'a de sens que politique. Il vise à incriminer les socialistes et les écologistes, en leur imputant tous les effets de la vie dans une société urbaine particulièrement dure. Le Parti socialiste réplique avec raison que la sécurité est d'abord sociale et l'inquiétude d'abord économique. Les Verts annoncent pour lundi leur réaction à la «polémique bourgeoise» et à la recherche de boucs émissaires.

Fort bien, mais cela ne change rien à une réalité fondamentalement inacceptable dans ce pays qui se pique de respecter les minorités. Bien sûr, le poids de Zurich est si lourd que la plus grande ville du pays ne peut manquer de polariser l'attention; bien sûr, la Romandie, fédéraliste et dispersée, n'existe pas à côté d'une telle puissance. Mais j'enrage de voir la belle construction appelée Confédération se réduire à un simple champ de forces...

YJ